

Allocution de

**Monsieur David LISNARD**  
Maire de Cannes  
Président de l'Agglomération Cannes Lérins  
Vice-président du Département des Alpes-Maritimes

**à l'occasion de la Cérémonie des Vœux aux Cannois**

Samedi 19 janvier 2019  
à 11 heures

\*

\* \*

Rotonde Lérins

Palais des Festivals et des Congrès - Promenade Favre Le Bret

Le temps des vœux, c'est le temps des résolutions. Bonnes bien sûr !

Ma résolution à travailler pour Cannes, défendre les intérêts de notre ville, vous servir, est intacte, plus forte que jamais.

Elle est intangible, elle guide ma vie publique, elle fonde la mission que je me suis donnée et que vous m'avez confiée.

Alors en cette période de souhaits de bonheur, je ressens avec chaque jour toujours plus d'ardeur ce bonheur et cet honneur, avec notre belle équipe municipale (cette vidéo leur revient comme à tous les agents communaux et intercommunaux), d'œuvrer chaque jour avec passion à embellir nos quartiers, renforcer l'authenticité de notre cité, développer son attractivité, agir pour notre qualité de vie. Contribuer à faire de Cannes une ville où il fait bon vivre, où il fait bon venir, où il fait bon entreprendre, fidèle à ses racines et tournée vers l'avenir, une ville à taille humaine, conviviale, une ville rayonnante aussi à l'international. Comment rêver d'une plus belle mission ? C'est cet engagement qui nous rassemble, nous mobilise, nous accomplit. Et je tiens à saluer l'implication des élus de mon équipe, leur action, comme la participation des élus des autres groupes qui font de notre démocratie locale une réalité vivante de ses nuances et sans ni sectarisme ni agressivité. Je salue aussi les maires présents ici, les parlementaires, les agents des collectivités, Mairie de Cannes et CACPL. A tous, j'adresse mes meilleurs vœux ma gratitude pour votre réaction. Le temps des vœux, c'est un moment privilégié d'attention aux autres, d'échanges amicaux, d'affections familiales. Vous êtes très nombreux dans cette salle ce matin. Belle et heureuse année à vous, à vos familles,

à vos proches, à tous ceux qui occupent une place dans votre cœur.

J'ai une pensée particulière pour ceux d'entre nous qui souffrent, sont malades, hospitalisés, isolés parfois. Que cette nouvelle année leur apporte toute l'énergie du rétablissement, du réconfort, du renouveau. Qu'ils trouvent aussi dans une politique sociale cannoise innovante, concrète, forte, tournée vers le soutien et l'aide responsables et non l'assistanat, des ressorts à leur rebond.

Je vous souhaite de la santé, ce bien si précieux dont on ne se rend compte de la valeur hélas que lorsqu'on la perd, à l'instar de la paix pour les peuples, de la santé et de la paix donc, mais aussi ce souffle de vitalité qui donne du sens à l'existence, permet de rendre possible ce qui est nécessaire, de se donner des objectifs, une mission, des projets, qui constituent la condition incontournable de tout bonheur.

Que cette année 2019 vous apporte ces moments de joie simple avec ceux que vous aimez, qui constituent l'authenticité d'une vie vraie.

L'aube d'une nouvelle année est toujours un moment particulier, comme suspendu, et ponctuellement déconnecté du mouvement incessant et perpétuel d'un monde en profonde mutation. Un moment propice aux échanges, au partage, aux retours d'expériences, au bilan aussi, où le temps d'un instant, saisi par le rythme effréné de nos quotidiens, nous tentons de prendre du recul et de nous interroger sur la question qui anime toute conscience humaine : quelle direction devons-nous prendre ? Quel avenir voulons-nous pour nos enfants et nos petits-enfants ? Quel but donnons-nous à nos mouvements, à nos actions, que l'on soit élu, entrepreneur, fonctionnaire d'Etat, Territorial ou Hospitalier, artisan, commerçant, retraité, associatif, père ou mère de famille, engagé dans une association, étudiant ?

Que faire, pourquoi, et où aller ? Les questions les plus nécessaires à toute civilisation, les plus vitales même, car elles nous permettent de faire communauté et de nous rappeler combien la réussite de tout projet, quel qu'il soit, est intrinsèquement conditionnée, au-delà de la compétence et de la volonté d'agir, à notre place avec les autres, à notre liberté et donc notre responsabilité dans le groupe, à ce qui fait écrire à François-Xavier Bellamy, dans son dernier livre intitulé *Demeure*, que : « pour que naisse un monde il faut plus qu'une addition d'objets : il faut un lien durable qui donne sens à ce qui est (...) le monde en effet n'est pas un simple réservoir de matériaux déplaçables, la nature n'est pas un stock de ressources consommables, un organisme vivant n'est pas une somme d'organes, la maison est plus que l'addition des pierres qui la composent et un peuple est plus d'une addition d'individus. Pour que tout cela soit, il faut qu'un lien existe et demeure ».

Ce lien, c'est celui de la transmission, la transmission des valeurs, à commencer par celles essentielles à tout groupe humain abouti que sont l'amour, la liberté, la justice, l'honnêteté, l'effort, le mérite, la solidarité.

C'est tout ce que je vous souhaite individuellement et collectivement pour 2019.

Et de ce point de vue-là, l'année 2018 qui vient de s'écouler a été celle de tous les contrastes, mais aussi il faut le dire celle de tous les dangers. Les dangers géopolitiques de tensions internationales croissantes et parfois paradoxales avec une diplomatie américaine qui peut surprendre, le virage historique en Asie du réarmement du Japon dans une région du monde devenue centrale où la Chine s'affirme comme omnipotence (économique, financière, numérique, spatiale, et bientôt militaire et politique), les tensions persistantes au Proche Orient et les guerres du Moyen Orient, sans citer le jeu trouble de la Turquie, l'abandon scandaleux par l'Occident à la fois des Chrétiens d'Orient et des Kurdes, les situations explosives dans certains pays du Maghreb.

Notre avenir se joue aussi là. Et l'avenir doit être notre préoccupation majeure. La fonction de la politique, sa noblesse, c'est d'anticiper les phénomènes collectifs pour défendre le groupe et rechercher le Bien commun. Notre avenir, notre capacité à le construire, dépend de notre lucidité sur le présent. Autour de nous et chez nous.

Oui nous venons de vivre une année de grands contrastes, et hélas trop souvent de haine et de violence en France.

Le contraste des grandes célébrations positives comme ce moment de communion populaire que fût la victoire de l'équipe de France de football à la Coupe du monde ou la célébration des soixante ans de la V<sup>e</sup>

République que nous avons voulu à Cannes inscrire dans le développement de l'esprit civique qui est la priorité de mon combat quotidien, et parallèlement la violence des casseurs, la radicalisation des expressions publiques qu'elles émanent de dirigeants politiques ou de citoyens, notamment sur les réseaux sociaux et les médias d'information continue. Les violences commises à plusieurs reprises récemment contre des policiers, des élus, des journalistes, il faut les dénoncer clairement. Racisme, antisémitisme, comment de pas en être troublé, révolté ? Il faut les dénoncer clairement.

Notre pays connaît aujourd'hui une grave crise de sa démocratie. Démocratie, le « pouvoir du peuple » selon son étymologie. La crise est donc double : à travers d'une part l'actuelle perte de légitimité incapacitante de l'exécutif qui l'oblige à reporter toute action, d'autre part à travers également, du côté du « demos », c'est-à-dire du peuple, des citoyens, cette perte d'adhésion aux institutions et l'affaiblissement de la représentation nationale.

Cette crise de la démocratie, elle s'exprime quand une colère profonde n'est pas entendue, quand les classes moyennes se sentent pressurisées, sur ponctionnées, méprisées. Il faut enfiler un gilet jaune pour être visible dans le champ du débat public. Cette crise de la démocratie s'exprime quand le pouvoir infléchit ses positions, non pas sous la force des arguments mais sous la pression de la violence urbaine.

La crise profonde de notre démocratie s'inscrit dans un contexte européen et international de montée des forces démagogiques, ce que d'aucuns nomment le populisme. Je n'aime pas ce terme qui est péjoratif pour le peuple et alimente la perception d'une opposition qui serait obligatoire entre un peuple éruptif et des décideurs raisonnables. Revenons là aussi à l'étymologie et à la sagesse des Grecs anciens et désignons plutôt la déviation racoleuse de l'exercice politique du terme de démagogie.

Toutes les démocraties occidentales sont en crise, face à l'impuissance des gouvernements à protéger leur peuple, à leur assurer dans la justice sociale de meilleures conditions de vie et à proposer une vision partagée de l'avenir qui donne une perspective collective positive au profit de la cohésion nationale.

Ce phénomène qui se traduit notamment en France par le mouvement dit des gilets jaunes a été aggravé par un sentiment – fondé ou pas – de mépris ou même d'arrogance du président de la république, et pas une méconnaissance des territoires, voire de certains aspects de la vie, qui donne une impression finale soit d'immaturation, soit de déconnexion sociale, soit les deux à la fois, au sommet de l'Etat. Sans oublier que le discours du « en même temps » peut dans le meilleur des cas renvoyer à une pensée complexe et soucieuse d'équilibre, et dans le pire des cas être un double langage, qui s'est révélé notamment dans la politique fiscale de l'Exécutif - et sa majorité à l'Assemblée nationale -, ou dans ses relations avec les élus locaux.

La crise de notre démocratie ne date pas d'aujourd'hui et de ce pouvoir, elle est lancinante et croissante depuis des décennies. Elle traduit une incapacité à décider, travailler dans la durée, évaluer, ajuster. Et c'est une crise donc de la prise de décision et de la légitimité de la décision prise, donc de la souveraineté des peuples par leurs représentants.

Notre démocratie a été dévitalisée.

Démocratie dévitalisée quand :

Face aux enjeux internationaux (environnementaux, migratoires), nationaux (indépendance et ambition numériques, rétablissement finances publiques et fiscalité), locaux (proximité) :

- Perte de Souveraineté et effacement de subsidiarité : impuissance et doublons qui empêchent de décider et de réaliser.
- Absence d'idées des dirigeants ou des prétendants politiques. Crise de l'offre.
- Effacement de l'esprit civique et enfermement soit dans la revendication catégorielle, soit dans la radicalité, souvent victimaire. Le confort de la mono identité victime. Crise de la demande.

Ce qui implique donc pour construire un avenir régénéré, renforcé, à notre démocratie, de la revitaliser par un retour à la souveraineté des institutions légitimes, qui rendent des comptes aux citoyens, et de recréer un cercle vertueux politique, sur des alternatives claires, raisonnables, matures. Car la démocratie exige de la maturation dans la délibération.

La crise profonde de notre démocratie marque l'agonie de la post modernité, de la vénération du mouvement perpétuel né avec Galilée et qui a fait oublier la nécessité d'un point de stabilité, de vérité, jusqu'à conduire avec les tragiques catalyseurs que furent les deux guerres mondiales, au nihilisme, conséquence du relativisme. Cette crise profonde de la démocratie, elle peut devenir explosion de notre société quand le cynisme remplace le civisme, le dénigrement remplace l'engagement, la colère remplace la revendication, le consumérisme remplace l'esprit collectif, le clic remplace le vote, le centre commercial remplace la rue centrale, la zone périphérique interstitielle remplace l'entrée de ville résidentielle, le ressentiment remplace l'effort, la rumeur remplace l'information, l'aigreur remplace l'ardeur, le ricanement remplace l'humour, l'écran remplace la rencontre, la séduction remplace la persuasion, la communication remplace l'argumentation, l'émotion remplace la raison, la compulsion remplace la conviction, les populations remplacent le peuple, le communautarisme remplace la République, la critique aisée remplace la responsabilité, l'égoïsme remplace l'altruisme, l'arrivisme remplace l'ambition, l'actualité remplace la vérité. Cette crise profonde de la démocratie, enfin, est par définition une crise profonde de notre liberté. Puisque la démocratie est le pouvoir au peuple. Alors, le combat qui dépasse de loin la question du pouvoir d'achat, c'est celui de la liberté décisionnelle du peuple.

Préparer l'après, construire l'avenir, c'est remettre la liberté au centre de l'action publique, donc renforcer la capacité de responsabilité individuelle et la souveraineté des peuples.

Cette liberté chérie que nous avons à préserver, choyer et souvent reconquérir. Cette liberté attaquée concomitamment par la technocratie et la démagogie, c'est-à-dire par l'affrontement contre ceux qui confondent la fin et les moyens, les technocrates, et ceux qui confondent la réalité et leurs rêves, souvent en jouant sur le ressentiment, les démagogues. Cette liberté est également attaquée par la démission fiscale et éthique face aux GAFAs et notre incapacité, à la fois sur le plan de l'équité fiscale et de l'affirmation d'une souveraineté européenne et nationale, de réaliser des champions du numérique pourtant indispensables non seulement dans un enjeu économique et social, mais aussi pour ne pas laisser quelques entreprises américaines et le régime autoritaire chinois détenir le pouvoir de la maîtrise de la Data.

Notre liberté, elle est bien-sûr attaquée par l'islamisme radical, non seulement dans son action la plus criminelle et meurtrière, le terrorisme, mais aussi dans sa dimension idéologique, holistique, qui compte nous asservir et soumettre la planète entière à des principes totalitaires, obscurantistes, contraires à plus de deux mille ans de progrès de la raison humaine et de marche vers la reconnaissance de droits fondamentaux tels que la liberté de conscience, la liberté de croyance, la liberté d'expression, l'égalité hommes femmes.

Il existe des remparts face à cela. Tout d'abord la culture si c'est de la vraie culture, c'est-à-dire le partage de grandes œuvres de l'esprit, culture qui est un capital que chacun peut et doit acquérir pour s'affirmer dans son indépendance et sa liberté. Cette culture qui constitue aussi un socle commun, un ciment social, un ferment de sentiment d'appartenance au même groupe, quels que soient nos origines, notre âge, notre religion ou pas, notre condition sociale.

En 2018, Cannes, grâce à l'action volontariste de la municipalité, en symbiose avec le rectorat, est devenue la première et à ce jour la seule ville française labellisée 100% Education Artistique et Culturelle. C'est une action et un résultat majeurs.

**« La culture est l'héritage de la noblesse du monde et la seule force en face de la nuit » a dit André MALRAUX.** Encourager, au plan local, comme nous le faisons à Cannes, l'éveil culturel, et ce, dès le plus jeune âge, possède une double vertu fondamentale : celle de s'émanciper tout en fédérant autour de valeurs communes.

À travers la construction de nouveaux lieux de culture, comme la Médiathèque Romain GARY en 2018, au sein du quartier République, à travers la préservation et la restauration de son patrimoine historique mais aussi en étant donc la première ville de France à proposer, à chaque élève de 3 à 18 ans, un parcours Artistique et Culturelle (100 % EAC) avec plus de 100 actions culturelles menées, en étant la seule à proposer sur le temps périscolaire un enseignement au grec et au latin en maternelle et en primaire, **Cannes agit contre l'obscurantisme, le communautarisme et œuvre concrètement pour refaire communauté.**

Chaque français, **chaque cannois doit pouvoir s'approprier cet héritage culturel commun**, le respecter et le transmettre.

Préparer l'avenir, c'est ainsi sortir du tout consumérisme qui nous a trop fait souvent passer du statut de citoyen à celui de simple consommateur, c'est redonner du sens et de l'espérance aux générations futures pour que le fléau de l'obscurantisme et des extrémismes n'emplisse nos âmes vides.

Un autre rempart face à cette crise de la démocratie et à cet éclatement de la société s'appelle la commune, à condition qu'elle dispose d'un vrai pouvoir, c'est-à-dire une vraie liberté d'action et d'une vraie responsabilité devant les citoyens.

Alexis de Tocqueville a parfaitement exprimé la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle en écrivant « c'est dans la commune que réside la force des peuples libres. Les institutions communales mettent la liberté à la portée du peuple. »

C'est cette commune qui se trouve tellement attaquée par le pouvoir central depuis des années dans sa capacité décisionnelle, par le retour de la tutelle d'un Etat surendetté et surfiscalisé qui empreinte pour ses dépenses de fonctionnement, ce qui est strictement interdit à une collectivité comme à une entreprise, et qui voudrait à travers le dispositif de Cahors appelé de façon frauduleuse « Contractualisation » valider en amont les budgets territoriaux.

Cette commune tant dénigrée par certains intégristes du pouvoir central, comme étant une survivance d'un monde ancien révolu, et qui apparaît à nouveau aujourd'hui dans sa modernité, celle de communauté d'expérience pertinente, porteuse d'histoire, d'échange et d'avenir. Il aura fallu que le pouvoir soit débordé par une insurrection nationale pour que tout d'un coup nos dirigeants retrouvent toutes les vertus aux maires, jusqu'à leur demander de reprendre la patate chaude et la gestion des revendications, des frustrations et des contributions portées ces dernières semaines dans nos rues.

La crise de la démocratie que nous vivons est donc d'abord une crise de l'autorité légitime, c'est-à-dire de celle qui découle du peuple dans la Nation, bref une crise de la souveraineté. Car la liberté pour les peuples possède un nom : c'est la souveraineté. La souveraineté de la Nation, la souveraineté de ces morceaux de patrie que sont les communes de France.

Je tiens à citer ici une personnalité forte de la V<sup>ème</sup> République disparue il y a sept ans, à côté de laquelle notre pays finalement est passé. Je pense à Philippe Séguin lorsqu'il prononçait notamment à la tribune de l'Assemblée Nationale le 5 mai 1992 les mots suivants : « On est souverain ou on ne l'est pas ! Mais on ne l'a jamais à demi. Par essence, la souveraineté est un absolu qui exclut toute idée de subordination et de compromission. Un peuple souverain n'a de compte à rendre à personne et n'a, vis-à-vis des autres, que les devoirs et les obligations qu'il choisit librement de s'imposer à lui-même. »

### **Définir les bonnes régulations et niveaux de délibération en phase avec le niveau des enjeux. En appliquant le principe de subsidiarité. Différence entre inter et supra. Exemple CAP AZUR.**

Conviction profonde, exprimée ici dans le cadre du débat sur l'Europe, c'est une constante chez Philippe Séguin qui déclarait aussi :

« Le moment est venu de regarder en face la vraie nature des choses qui n'est pas technique mais politique, et de dire ouvertement, franchement, honnêtement, quels sont les enjeux. Il est temps que ce débat ait lieu. Il est temps de monter aux Français qu'il y a plusieurs voies possibles et qu'ils ont le choix. »

« Car le pouvoir qu'on enlève au peuple, aucun autre peuple ni aucune réunion de peuple n'en hérite. Ce sont des technocrates désignés et contrôlés encore moins démocratiquement qu'auparavant qui en bénéficient (...). »

Liberté, j'écris ton nom ! Donc souveraineté, j'écris ton nom, et d'abord sur les frontons des mairies de France.

Or, comment ne pas dénoncer ici la main mise que des agences régionales de l'Etat font peser sur toute décision, en retardant les processus engagés de façon démocratique (exemple des panneaux solaires sur Sainte-Marguerite ou de la nouvelle étude avec un « écologue » pour les travaux sur la roseraie au Port Canto).

Comment ne pas évoquer non plus ici cette suppression perverse de la taxe d'habitation qui ne se traduira pas par une baisse de l'intervention publique et donc du poids sur les contribuables mais en fait par une

nationalisation d'un impôt dont personne n'imagine se priver des actions qu'il permet de financer. Les vingt-quatre milliards d'euros collectés en France de taxes d'habitation sont affectés aux constructions et au fonctionnement des écoles, des crèches, d'équipements sportifs et culturels, aux centres communaux d'action sociale, au soutien aux plus fragiles et âgés d'entre nous, aux polices municipales, à l'entretien des routes et des rues comme à leur éclairage, aux services d'incendie et de secours, etcetera, etcetera.

Un système de responsabilité locale, par lequel le Maire s'engageait sur sa politique fiscale auprès des citoyens va être remplacé par une hypothétique compensation financière aux communes par un Etat déjà surendetté et surfiscalisé.

Il s'agit indéniablement d'une régression. Qu'il faille reformer la fiscalité locale, pourquoi pas et je le pense, mais qu'il faille nationaliser la fiscalité locale tel que cela est le cas avec cette mesure racoleuse, voilà une évolution dont on ne mesure pas les conséquences, qui nous flattera, pour ceux qui ne paieront plus de taxe d'habitation mais, soit qui sera assumée par les contribuables des classes moyennes actuelles sur leurs impôts nationaux, soit sera reportée sur les générations futures avec une énième augmentation de la dette de l'État.

Comment un État peut-il être souverain lorsqu'il est à ce point en asphyxie financière. J'appartiens à une génération qui depuis l'âge de raison n'a jamais connu le vote d'un budget de l'Etat à l'équilibre, je n'ose utiliser le mot d'excédent.

Comment est-il possible de systématiquement accepter le fait de plus dépenser que ce que l'on gagne, comment est-il possible de voter, comme si cet acte était routinier, un budget en déficit.

Rappelons que depuis deux ans le déficit de l'Etat augmente à nouveau et qu'en 2018 il est de neuf milliards supérieur à ce qu'il était en 2017. Cela malgré le record atteint en 2018 aussi des prélèvements obligatoires, impôts et charges, qui pèsent sur les entreprises, sur les ménages et sur les collectivités de la part de l'Etat à hauteur de 48% du PIB. Plus d'impôts et de charges qu'ailleurs, un déficit qui continue d'augmenter, et parallèlement une dette qui va atteindre les 100% d'une année de création de richesse. A hauteur de deux mille trois cent milliards d'euros. Une énorme épée de Damoclès repose sur nos têtes, celle des taux d'intérêt.

Dans ce contexte, réjouissons-nous que la Mairie de Cannes apparaisse dans sa solidité financière, gage de sa capacité décisionnelle et de la préservation des contribuables aujourd'hui et des générations futures. Construire un avenir positif, c'est bâtir notre solidité locale. Depuis cinq ans, conformément aux engagements pris et mieux d'ailleurs que les montants que nous avons annoncés, nous avons baissé systématiquement la dette de la commune. En fin d'année 2019, nous atteindrons cinquante-cinq millions de diminution de la dette de la Mairie de Cannes. En pratiquant parallèlement une sobriété fiscale rigoureuse, puisqu'aucun taux des impôts votés par le Conseil municipal n'a augmenté, et que nous n'avons réduit aucun abattement fiscal. Ce qui nous a valu un exceptionnel satisfecit de la Chambre Régionale des Comptes dans son rapport publié en début d'année 2018, qui fut indéniablement pour nous un des grands moments de cette année écoulée.

Notre appareil d'Etat qui surprélève, surdépense, parallèlement n'est pas en mesure d'assumer dignement ses fonctions régaliennes, en laissant trop souvent désœuvrées les forces de l'ordre, avec un budget de la justice ridiculement bas, avec une diplomatie et un Ministère des Affaires Etrangères incapable de contrôler les quelques passeports diplomatiques qu'il émet pour des raisons, nous dit-on sérieusement, d'inadaptation du logiciel informatique. Cela fonctionne mieux - tant mieux ! - pour prélever nos impôts à la source.

Face à ce délitement régalien, je tiens ici à rendre hommage aux policiers, nationaux comme municipaux, aux gendarmes, aux soldats, sans oublier les pompiers qui nous protègent, prennent des risques et parfois y perdent la vie.

La crise démocratique est aussi le fruit de la difficulté des dirigeants politiques de formuler une vision claire du pays et une fois au pouvoir d'obtenir des résultats. Cela vaut pour ceux qui nous gouvernent aujourd'hui, cela vaut évidemment pour les oppositions extrémistes, cela vaut pour les partis dits de pouvoir qui devraient incarner un potentiel d'alternance et qui sont devenus totalement atones et médiocres, en tout cas inaudibles, qu'ils soient de gauche ou de droite, ou d'ailleurs !

Et pourtant il y a urgence pour notre avenir, urgence de proposer des solutions face aux grands enjeux de l'époque tel que le défi démographique qui résulte de la baisse de la natalité et parfois du dépeuplement dans certains pays développés et parallèlement de l'explosion de la population dans des pays pauvres, notamment en Afrique. La pression migratoire qui en résulte est un des grands enjeux des prochaines années qui nécessite à la fois de la fermeté nationale par l'adoption par le Parlement de quotas de populations acceptées, l'expulsion des clandestins, pas dans les mots mais dans les faits, et des politiques qui favorisent le développement économique et la montée en fiabilité administrative dans les pays d'émigration, avec une coordination européenne et non le néant dans lequel nous sommes entre soit une absence totale de cohérence continentale telle que nous la constatons aujourd'hui, soit des propositions de transfert de la compétence migratoire à l'Union Européenne, ce qui serait un élément de plus de dissolution de la Nation particulièrement préjudiciable.

Préparer un avenir positif, c'est bien sûr affronter les grands enjeux environnementaux. Il y a urgence non seulement face au réchauffement climatique mais aussi à l'extinction rapide et dramatique de nombreuses espèces animales et végétales. En France, la disparition de la biodiversité est une triste réalité avec 26% des espèces évaluées concernées, d'après la dernière étude de l'Observatoire National de la Biodiversité publiée il y a quelques jours, qui parle d'un « effondrement des populations d'oiseaux agricoles ». Les rapports des scientifiques aujourd'hui sont formels. Le doute n'est plus permis. L'urgence est là et dépend en grande partie de la capacité d'intervention humaine internationale et locale. Elle nécessite une action internationale et la constitution d'une Organisation Mondiale de l'Environnement pour définir les capacités d'ingérence internationale lorsque des pays ou des régions du monde polluent le reste de la planète sans vergogne tout en bénéficiant de distorsions de concurrence commerciale par le non-respect de normes environnementales. Il va falloir de l'imagination, de la conviction qui est, selon la forme de Balzac, « la volonté humaine arrivée à sa plus grande puissance », de l'abnégation pour parvenir à une telle organisation légitime mondiale puisque les pollutions ne s'arrêtent pas aux frontières nationales et continentales. Parallèlement à cette approche de régulation internationale et de sanction des pollueurs, les actions sont aussi locales. Et, cela n'est pas assez su, la Ville de Cannes comme l'agglomération Cannes Lérins, développent des politiques environnementales très concrètes tels que les **aménagements cyclables**, les **bornes de recharge pour les véhicules électriques**, la mise **en place du disque vert**, le balisage de 100 km de pistes de jogging, les stationnements facilités pour les véhicules propres, la piétonisation du bd du Midi une fois par mois, la **participation au Climathon (sur le thème de l'économie circulaire et de la réduction des déchets)** des bâtiments publics plus économes en énergie, la rénovation thermique des logements sociaux, le renouvellement de la flotte automobile municipale avec l'acquisition de vélos et de véhicules électriques, des **tables de tri des déchets dans les cantines scolaires**, la **distribution de sacs de tri des papiers dans les écoles communales**.

On peut noter également la **sanctuarisation de la basse vallée de la Siagne (5 agriculteurs + 1 berger + plantation d'un verger, 40 jardins familiaux**, aire de pique-nique ; aménagement cheminements piétons, **zone cyclable** (totalité du chemin Plaine de Laval), l' **installation d'hôtels à insectes**, la première édition de Cannes Champêtre en juin 2018 ; en ce qui concerne les déchets, la mise en place en novembre 2015 de deux collectes hebdomadaires de déchets (première ville du département) ; **l'installation de poubelles compactrices solaires** et les **achats de matériel d'entretien électrique**; **l'utilisation de produits bio pour l'entretien de nos espaces publics**, l'installation de bornes de collecte du verre (dispositif CLIIINK) permettant aux usagers de cumuler des points transformables en bons d'achat chez les commerçants de proximité partenaires, la préservation et la promotion des îles de Lérins, qui, je l'espère, seront prochainement inscrites au Patrimoine Mondial de l'Unesco, **les actions de préservation de l'environnement marin** (Ici commence la mer, **robot du port canto, nurserie à poissons**, nettoyage des fonds marins, etc.), sanctuarisation des espaces naturels dans le prochain PLU (Iles de Lérins, Croix des gardes, Californie). Et bientôt une grande initiative sur les bateaux de croisière, les paquebots.

Grâce à tout cela, Cannes :

- a obtenu le **Trophée d'Or** dans le cadre des Trophées Climat Énergie du 06 (14.12.18) qui récompensent les collectivités les plus engagées dans la lutte contre le changement climatique ;
- et a été désignée **lauréate du Trophée 2018 « une COP d'avance »**, par la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur le 13 décembre 2018 (la remise de ce trophée aura lieu dans les prochaines semaines).

Il est aussi une exigence, c'est celle de revitaliser l'expression démocratique ce qui nécessite de simplifier l'organisation de l'Etat, en redonnant du pouvoir au Préfet comme interlocuteur et garant d'une vision de l'intérêt général national, en rétablissant l'autorité du Parlement comme entité législative et de contrôle de l'exécutif, en rendant de la souveraineté aux communes en supprimant tous les doublons de compétence entre les collectivités et les émanations de l'Etat déconcentré. Les agences et directions régionales de l'Etat doivent être à mon sens supprimées et leurs missions confiées soit à l'Administration centrale soit, et c'est ma préconisation, aux Préfets de départements et à leurs représentants d'arrondissements que sont les Sous-Préfets.

La revitalisation de la démocratie, c'est la revitalisation de la citoyenneté elle-même fondée sur un renouveau civique.

L'année 2018 aura été sur ce point importante pour moi puisqu'elle m'aura permis de publier avec Jean-Michel Arnaud un ouvrage consacré à la lutte contre l'incivisme et intitulé *Refaire communauté*. L'action de Cannes est de plus en plus reconnue. Je mesure tout le chemin qu'il reste à parcourir et m'exaspère chaque jour lors de mes tournées de terrain, dans tous les quartiers, de constater encore de nombreuses incivilités infractionnelles.

Cette lutte contre l'incivisme, elle se traduit méthodiquement et dans la durée en actes dans notre ville à la fois sur le plan répressif, avec depuis le lancement de cette action au printemps 2014, plus de soixante-six mille PV dressés par la Police Municipale contre des jets de déchets, des bruits excessifs et illégaux, des stationnements sur des places réservées aux personnes handicapées, des dépôts sauvages d'encombrants dans les rues, des déjections canines, des tags, des dégradations de mobilier urbain, bref toutes ces atteintes à la tranquillité publique qui ne sont pas à proprement parler de l'insécurité mais qui participent au même phénomène de délitement du lien social, de dégradation du cadre de vie, de mépris des autres et qui coutent cher aux contribuables pour réparer, nettoyer, remplacer.

Notre action est également préventive avec des campagnes de communication telle « Ici commence la Mer ! Ne vous trompez pas de poubelle », ou les plus récentes mettant à l'honneur les agents municipaux qui chaque jour travaillent à entretenir notre cadre de vie et qui doivent être respectés pour cela. Citons également les actions dans les écoles engagées par la municipalité pour l'éducation au civisme, et une autre opération dont je me réjouis des résultats qui est celle de l'accueil de condamnés à des travaux d'intérêt général. Nous sommes la ville de France la plus engagée en la matière puisque nous approchons des cent condamnés accueillis dans nos services par an alors qu'ils étaient sept il y a cinq ans et que le taux de satisfaction est de 85%, ce qui consiste à dire que cette main d'œuvre totalement gratuite assume dans 85% des cas les missions avec ponctualité et résultat, et que les 15% défailants sont immédiatement incarcérés. Le renouveau civique, j'en suis convaincu, constituera l'un des grands enjeux, voire le principal enjeu des prochaines années à l'échelle nationale. Le principe est simple : la société dans laquelle nous vivons est celle que l'on fait, notre liberté dépend de notre capacité de responsabilité sur l'espace public. L'avenir du pays est là et cet avenir c'est à nous de le construire, en pensant aux générations futures.

Je veux citer ici les exemplaires Cadets de la Défense, les membres du Conseil Municipal des Jeunes, les bénévoles de Cannes volontaires. Avec eux et grâce à leurs belles actions d'engagement, avec les citoyens et voisins vigilants, notre ville dispose désormais d'une vraie force civique.

Construire un avenir positif, c'est construire l'avenir du civisme et le civisme de l'avenir.

Cet avenir passe par une plus grande souplesse de gestion au quotidien mais également par la nécessité de retrouver le sens du temps long.



C'est là tout le sens de notre mission commune, toute la pertinence du projet de mandat que nous concrétisons dans le respect du choix démocratique.

Cannes progresse, l'agglomération cannoise progresse, et nous allons continuer méthodiquement à œuvrer dans cette direction. Avec la sobriété dans **les dépenses quotidiennes qui fait la solidité budgétaire**, donc la capacité à faire. La **modernisation de notre administration**, dans les locaux, le matériel, la formation, l'organisation, l'encadrement sera une priorité de l'année 2019. Pour que chacun s'y retrouve : les contribuables locaux, les usagers et les agents de la collectivité. Gérer la collectivité comme une entreprise, dont les dividendes sont l'intérêt général.

Il y aura de l'adversité et les obstacles sont nombreux. Ils résident hélas trop souvent dans les contraintes bureaucratiques de plus en plus lourdes que nous subissons, dans l'incertitude juridique dans laquelle nous évoluons et qui fragilise toute décision, dans les charges non compensées et les surprélèvements financiers qui nous sont imposés par un Etat central qui inflige aux autres ce qu'il ne s'applique pas à lui-même.

Dans ce contexte trop souvent conflictuel et hostile, dans une société éruptive et explosive, je forme le vœu que notre mairie soit le point d'appui, d'efficacité, de solidité qui apporte stabilité aux habitants.

Car, s'il convient de penser global, il faut pouvoir agir localement pour répondre aux angoisses, aux mutations, aux enjeux contemporains de notre société.

C'est personnellement ce que je m'astreints à faire avec toute mon équipe mobilisée dans l'action quotidienne, avec les services de la mairie de Cannes et de la communauté d'agglomération des Pays de Lérins dont je salue les maires du Cannet, de Mandelieu-La Napoule, de Mougins et de Théoule sur mer qui en sont membres.

J'ai eu la semaine dernière un rendez-vous de plus d'une heure et quart avec le Premier ministre, Edouard Philippe à Matignon où j'ai défendu des projets importants et structurants pour notre bassin de vie dans lesquels l'Etat a son rôle à jouer :

- La défense du site de Thalès Alenia Space et sa pérennité à Cannes, l'Etat étant actionnaire principal du groupe Thalès dont il détient 25,8% du capital et qui possède Thalès Alenia Space à hauteur de 67% ;
- La protection de notre patrimoine, notamment des îles de Lérins candidates au classement du patrimoine mondial de l'Unesco, et notamment notre opposition à la vente par l'Etat de la parcelle de la Base nautique du Batéguier Florence Arthaud, dite « Pavillon de la chasse » afin de protéger le site de tout appétit immobilier et protéger le contribuable cannois en demandant la cession à la Ville à l'euro symbolique afin d'assurer notamment le maintien des activités nautiques de Cannes Jeunesse ;
- Il a aussi été question du devenir du projet de bretelle d'accès à l'A8 aujourd'hui menacé en raison d'un surcoût imposé par l'exploitant Escota et dont les travaux devaient débuter fin 2017. J'ai demandé au Premier ministre d'obliger son concessionnaire d'assumer ses obligations d'investissements et de réalisation de la nouvelle rampe d'accès à l'A8 par La Bocca sans faire payer deux fois les contribuables et automobilistes. A ce jour, après une erreur d'estimation des services d'Escota – Vinci autoroutes, le groupe réclame un surcoût de 6 millions aux collectivités du Département et de la Commune par rapport au budget initialement prévu.

**Préparer « l'après », l'avenir, c'est aussi comme nous le faisons à Cannes et dans notre agglomération relever le défi majeur de la prévention aux risques, composante essentielle des politiques publiques locales des prochaines années.**

Cannes, là encore, fut pionnière en la matière, en créant, dès 2014, une **délégation aux risques majeurs**. De nombreuses initiatives ont été engagées depuis, notamment en étroite **collaboration avec l'Agglomération Cannes Lérins**, entité compétente en matière de gestion du risque inondation.

Capitaliser nos expériences communes et agir concrètement en matière de prévention du risque inondation, en étant volontaristes et humbles face aux risques naturels, telles sont nos exigences partagées, nos obsessions quotidiennes dans chacune des actions menées sur notre territoire. Il nous appartient à tous,

chacun à notre niveau, d'être le maillon de cette chaîne de performance au service de la mission la plus noble qui soit : celle de notre sécurité à tous.

Pour cela, nous poursuivrons et intensifierons, dans le respect bien sûr de la sobriété budgétaire que nous nous sommes fixés, ces trois axes d'intervention prioritaires :

- être proactif dans la réalisation de travaux et d'opérations d'entretien de grande ampleur, comme **le nettoyage des avaloirs (plus de 74 000 dispositifs nettoyés en 2018, deux fois plus qu'il y a trois ans), l'entretien des vallons et cours d'eau (plus de 20 tonnes de macrodéchets évacués), la mise en œuvre des Déclarations d'Intérêt Général qui permettent d'intervenir en domaine privé en cas de défaillance des propriétaires (70% des vallons cannois étant privés) ;**
- **être pilote** dans le renforcement et **la systématisation de l'alerte**, pour mieux accompagner les habitants et commerçants du territoire, grâce aux **108 haut-parleurs implantés sur Cannes dont 52 à La Bocca**, à l'actualisation et la **diffusion de plus de 40 000 exemplaires du DICRIM (Document d'information communal sur les risques majeurs)**, aux **diagnostics de vulnérabilité** permettant de bénéficier d'un **accompagnement gratuit et individualisé** pour se protéger, avec l'ouverture de deux antennes, une à Cannes/République et à Cannes La Bocca, grâce aussi à des initiatives dupliquées par d'autres agglomérations, telles qu'« Ici Commence la Mer », grâce **au développement d'outils innovants d'alerte des crues éclair avec le projet « Risqu'eau » ;**

Préparer l'avenir, c'est bien sûr les **opérations d'investissement** dans les espaces publics pour rendre notre ville toujours plus belle et attractive, toujours plus pratique et agréable à vivre, toujours plus sûre, dynamique et prospère.

Pour concilier tout cela, après une **année 2018** qui nous a vu inaugurer la superbe et grande **école communale Jacqueline de Romilly, un carré d'or** totalement rénové, la **deuxième phase de la revalorisation du littoral boccassien « BoccaCabana »**, **la place de la Petite Fabrique à Forville, un magnifique square Mallarmé là où il y avait un immeuble insalubre depuis des décennies, au cœur du Petit Juas dans le secteur de Saint-Louis à proximité du nouveau parking** également réalisé pour oxygéner le quartier et soutenir les commerces de proximité, un **passage Gambetta** accessible aux personnes à mobilité réduite, large et propre pour les piétons ainsi que pour les cyclistes, etc.

**En 2019**, l'avenir de Cannes continuera de s'écrire et notre ville de progresser tout en renforçant son enracinement. Nous aurons l'immense bonheur en fin d'année d'ouvrir le **campus universitaire** avec le **bâtiment d'enseignement** et qui accueillera également un **hôtel d'entreprises** en cours de construction. C'était un rêve, il se réalise. **Cannes sera une ville étudiante** notamment autour des **métiers de l'écriture**.

Nous inaugurerons aussi la première phase de la rénovation complète du centre de la Bocca, avec des matériaux extrêmement esthétiques et nobles, le **renforcement des capacités de stationnement**, l'installation de **caméras de vidéo-surveillance** supplémentaires, avant la réalisation d'une nouvelle Halle qui accueillera également la mairie annexe au cœur de la place, la Poste dont le bâtiment actuel, inesthétique, c'est un euphémisme, sera détruit au préalable, les services de police municipale et nationale, des activités de restauration, tout cela pour **renforcer et régénérer l'âme boccassienne**. **Le boulevard Gazagnaire, le secteur du Moure Rouge, la place de l'Etang, la rue Felix Faure (avec des grandes terrasses, les Allées de la Liberté (avec les platanes ! Et le kiosque à musique !), la première partie des plages de la Croisette (avec des arbres malades remplacés), le rond-point des Gabres, la construction d'une salle pour le karaté, le judo et les autres activités sportives et associatives sur le site des Hespérides en plein renouveau, la rue Macé, la rue Maréchal Foch, le Port Canto et la Roseraie, l'avenue de Grasse (avec un distributeur automatique de billets !), la rue Clémenceau, pour la culture et notre identité le chantier du musée Tuby, La Malmaison, et la liste n'est pas exhaustive, feront l'objet du lancement où de la fin d'opération de travaux au service des riverains, habitants comme commerçants et du rayonnement de notre ville.**

Ces opérations bien sûr s'inscriront dans le respect de la stricte orthodoxie financière que nous suivons scrupuleusement et quotidiennement. Elle s'est traduite par des **économies de fonctionnement de trente-quatre millions d'euros**, une **amélioration de la productivité au travail**, la perception de recettes dites annexes grâce au dynamisme de la ville qui amènent les résultats financiers évoqués tout à l'heure et surtout nous permettent de **dégager une capacité d'autofinancement, que nous avons doublée en cinq ans (et qui va progresser de 60% en 2019)**, qui est la recette pour permettre d'investir, de préserver une qualité de service public voire de l'améliorer, tout en baissant la dette fortement et sans augmenter les impôts communaux.

C'est cette approche qui nous permet aussi de renforcer de façon saine l'Évènementiel avec par exemple le grand succès de Sales and the city, cette opération de valorisation des soldes à Cannes avec de nombreuses animations et offres de séjour pour que notre ville devienne une destination week-end et shopping à l'international, au profit de son activité et de ses emplois. Dans ce cadre, et conformément à la mission que nous nous sommes donnée de toujours défendre les commerces de nos quartiers, dont le centre-ville, **l'année 2019 sera la grande année de la reprise anticipée de huit parkings de centre-ville.**

Enfin, 2019 nous verra adopter **le nouveau PLU**, qui va affirmer et garantir la préservation de Cannes. Avec des secteurs sanctuarisés. Mais aussi veiller à la dynamique de l'avenir.

Mes chers amis, jamais il n'y a eu un tel besoin de prospectives et de perspectives, jamais une période de vœux ne s'est faite dans un tel climat d'incertitude non seulement économique et sociale mais également civilisationnelle.

Alors nous souhaiter une bonne année, c'est avant tout et plus que jamais d'avoir la force de construire l'avenir de la société, l'élan vital de sauver et régénérer la démocratie, la lucidité de saisir l'instant présent pour imaginer l'après.

« Préparer l'avenir, ce n'est que fonder le présent. (...) Il n'est jamais que du présent à mettre en ordre. L'avenir, tu n'as point à le prévoir, mais à le permettre. », ces mots forts sont d'Antoine de Saint Exupéry dans *Citadelle* publié en 1948.

C'est dans cet esprit-là qu'avec l'équipe municipale que j'ai l'honneur de conduire nous travaillons, pour renforcer notre cité, la moderniser dans le respect de son identité, valoriser Cannes, protéger Cannes, dynamiser Cannes, partager Cannes, retrouver Cannes. Dans le tourbillon de l'époque, face à ces incertitudes, aux élans contradictoires constatés chaque jour dans la société, nous œuvrons chaque jour à faire de notre ville, dans son action communale, un point de solidité pour chaque habitant et ainsi protéger notre liberté d'action en veillant à ce que chacun se sente à sa place et pris en considération. Dans cet esprit, notre devoir est de faire notre travail au service du public avec constance, avec recherche d'efficacité et humanité.

Cannes renforcée,  
Cannes dynamisée,  
Cannes retrouvée.